

POUR UNE CONCEPTION ANARCHO-COMMUNISTE DE L'ÉCONOMIE: LA PLANIFICATION, INSTRUMENT DE LA LIBERTÉ DE TOUS...

On a l'habitude de considérer que le problème de l'adaptation de la production des biens aux besoins des individus peut se résoudre de deux manières:

- d'une manière spontanée, automatique, inconsciente, par le libre jeu de la concurrence, les articles produits, les quantités, leur répartition étant laissés à la libre initiative de certains membres de la collectivité;
- d'une manière consciente, ordonnée, rationnelle, par la mise en place d'une planification généralisée à l'ensemble de l'économie.

Instruits par l'expérience malheureuse du libéralisme nous pensons que la planification est la seule méthode permettant d'ajuster rationnellement la production à la consommation et ceci dans la liberté, contrairement, d'ailleurs, à ce qu'affirment les libéraux.

Un économiste, spécialiste des problèmes de planifications, la définit - comme «*l'ensemble des dispositions arrêtées en vue de l'exécution d'un projet*» en précisant qu'elle comporte deux éléments: la fixation du but qu'on se propose d'atteindre et la détermination des moyens à mettre en œuvre, et que les objectifs à atteindre portent sur l'ensemble de l'économie. La planification se distingue de la conjoncture qui vise uniquement à la prévision et non pas à l'action. La conjoncture suppose que l'économie se développe librement, elle cherche à prévoir quel sera ce développement, elle devrait permettre ainsi aux hommes de guider les événements: en annonçant aux hommes d'affaires une crise économique suffisamment à temps, elle devrait leur permettre de prendre leurs dispositions pour l'éviter, ce qu'elle n'a jamais réussi jusqu'à présent.

L'ajustement de la production à la consommation, de l'offre à la demande, dans un régime libéral se fait a posteriori, avec un décalage, cause essentielle des crises économiques et de toutes ses conséquences sur le plan humain dont la plus grave est le chômage massif.

En l'absence de crise déclarée, pendant les périodes de récession, ou même pendant les périodes d'expansion, lorsque l'offre des produits sur le marché est absorbée par la demande, il peut y avoir surproduction, donc déséquilibre: certains entrepreneurs vendent à perte, les acheteurs se présentent sur le marché en raison de la faiblesse (toute relative) des prix et leurs achats ne correspondent pas forcément à un besoin immédiat. La production cherche à s'adapter à la demande et non pas forcément aux besoins de l'individu puisqu'elle tient compte de l'importance relative de l'ensemble de ses besoins, du niveau des prix, du rapport entre les prix des différents produits et du niveau de son revenu. Les besoins sociaux ont leur objet et leur forme déterminés par la société, par le degré de son développement technique et de sa civilisation: ce sont les seuls qui seront pris en considération par les partisans de la planification pour déterminer la production correspondante.

Enfin, il faut éviter que l'ajustement de la production à la demande se fasse au profit du producteur: c'est ce qui se passe quand un plan est adopté par un cartel et permet la vente d'un produit à un prix de monopole supérieur au prix de concurrence. Le plan de production là encore ne s'adapte pas aux besoins sociaux, il y a sous-production pour maintenir les prix.

Seule la planification intégrale de l'économie, basée sur une socialisation des biens de production peut résoudre le problème de cet ajustement: une économie basée sur la recherche du profit ne peut conduire qu'à la défense des intérêts d'une minorité capitaliste et non pas forcément au bien-être de tous. D'autre part, la planification implique que l'économie cesse d'être dominée par des lois économiques, mais qu'elle est désormais dominée par la volonté des hommes.

Aussi séduisante pour l'esprit que soit une telle conception de l'économie, nous ne pouvons l'accepter que parce qu'elle n'implique pas une aliénation de la liberté, contrairement à ce qu'affirment les libéraux, qui pensent que seul, un régime de concurrence parfaite assure à l'homme la liberté. Mais où retrouver la liberté dans un régime où la loi est celle de la force, de la ruse, de la «*débrouillardise*», du désordre? La liberté défendue par les libéraux est la liberté, pour chaque individu, de consommer ce qui lui plaît, de choisir le travail qui lui convient, de produire ce qu'il veut, de fixer prix auxquels il vend ses produits. Cette liberté est une liberté abstraite et non une liberté réelle, qui ne tient pas compte des éléments extérieurs à l'individu, du fait qu'il vit en société.

Les libéraux parlent de la liberté pour chaque individu de consommer ce qui lui plaît. Or, il est bien certain que la consommation des individus est et sera toujours déterminée par l'échelle de leurs besoins qui dépendent de la société dans laquelle ils vivent. La planification économique ne prétend nullement supprimer cette liberté: seul un système de rationnement peut y mettre fin, et nous verrons qu'il n'y a de possibilité de planification rationnelle que dans le cadre d'une certaine liberté de consommation.

La liberté du travail, le libre choix de la profession ont été des revendications du libéralisme contre les corporations qui limitaient l'accès aux différentes professions; l'exercice des différents métiers; à l'heure actuelle, cette liberté n'est qu'une liberté théorique et abstraite: le régime libéral est incapable d'assurer à chacun l'exercice du métier qui lui convient le mieux, la plupart des hommes sont obligés de prendre l'emploi qui s'offre à eux, et il est bien difficile de parler de la liberté du travail de millions de chômeurs. Une économie rationnellement planifiée doit assurer l'accès de chacun au travail et ceci dans les meilleures conditions. Il suffit de voir la place considérable prise dans toutes les économies planifiées par les enseignements techniques et professionnels: des millions d'individus peuvent accéder maintenant à des emplois auxquels ils n'auraient sans cela jamais pu prétendre.

De même la liberté de production perd toute signification concrète en présence des crises économiques et des fermetures d'entreprises qu'elles imposent. Elle n'est valable pour nous d'ailleurs que si l'ensemble des travailleurs qui participent à la production peuvent exercer cette liberté, c'est-à-dire participer eux-mêmes aux décisions de production. La planification peut leur donner cette liberté.

Quant à la liberté de fixation des prix, elle est tout aussi relative: les prix sont fixés, déterminés par les conditions de la production, par le jeu de l'offre et de la demande, par la situation du marché. Ce n'est au contraire qu'avec la disparition de la concurrence, avec le développement des monopoles et des trusts que le producteur acquiert une certaine liberté de fixer ses prix: situation économique que nous n'acceptons pas puisqu'elle devient un élément de contrainte pour les salariés et les consommateurs.

Il est bien évident, que si les planifications partielles, dictées par des intérêts particuliers, réalisées par des trusts, par l'État au profit des intérêts économiques privés sont des pas en avant vers la liberté pour ceux qui en ont l'initiative et qui en bénéficient, elles représentent au contraire une contrainte supplémentaire pour ceux qui les subissent, et surtout pour la masse des salariés et des consommateurs.

Mais ces planifications partielles ont été rendues inévitables par les conditions historiques du développement du capitalisme et il est impossible de revenir en arrière. La planification généralisée à l'ensemble de l'économie doit être l'instrument de la liberté de tous. Liberté réelle permettant aux hommes de fixer, non plus individuellement, mais socialement, non plus en fonction des fluctuations du marché mais en fonction de leur volonté, ce qu'ils produisent, en quelles quantités et à quelles conditions. Pour que cette liberté économique soit réalisée, il est nécessaire que cette planification rationnelle s'allie à des conditions politiques telles que les organes de planification soient réellement au service de la société et ne deviennent pas des formes nouvelles d'asservissement des travailleurs. C'est ce qui nous conduira, dans de prochains articles, à étudier comment peuvent se faire le choix dans le domaine de la production au sein d'une économie planifiée, la détermination des besoins, comment se réalise l'équilibre. L'étude des réalisations dans les pays d'économie planifiée nous aidera à rechercher sur quelles bases politiques peut se réaliser une économie planifiée libre.

Éliane VERNON.